
COMITE DEPARTEMENTAL DE TOURISME DU VAL DE MARNE

16, rue Joséphine de Beauharnais
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

5, rue Lespagnol - 75020 PARIS
Tél : 33 (0)1 44 93 10 30 - Fax : 33 (0)1 44 93 10 39
E-mail : paris20@gmba.fr
Site internet : www.gmba-allinial.com

SARL au capital de 75 812,90 euros - 612 007 690 RCS PARIS - NAF 6920 Z - N° TVA : FR 01612007690
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région Parisienne
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris
Membre indépendant de Walter France et d'Allinial Global International



Notre engagement
responsable depuis
2012

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

À l'Assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association COMITE DEPARTEMENTAL DE TOURISME DU VAL DE MARNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- La note « Etat des provisions » indique la nature de la provision comptabilisée dans les comptes. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les modalités de calcul de la provision. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercices professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier du Conseil d'Administration arrêté le 31 mars 2025 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

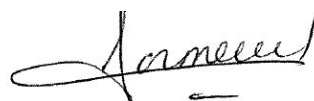
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 15 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes

GMBA Séléco
Représentée par
Virginie DORMEUIL
Associée



**COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

- BILAN ACTIF
- BILAN PASSIF
- COMPTE DE RESULTAT
- ANNEXE

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	39 185	39 185		
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL	39 185	39 185		
Actif immobilisé	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Inst. techniques, mat.out. industriels	96 306	93 543	2 763	5 766
		Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL	96 306	93 543	2 763	5 766
Actif immobilisé	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées				
		Autres titres immobilisés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Prêts				
		Autres				
		TOTAL				
Actif circulant	Total I		135 491	132 728	2 763	5 766
	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	32 827		32 827	19 791
		Créances reçues par legs ou donations				
	Divers	Autres	170 621		170 621	78 807
		TOTAL	203 449		203 449	98 598
Actif circulant	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
	Divers	Disponibilités	453 494		453 494	920 536
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	15 471		15 471	14 781
		TOTAL II	672 415		672 415	1 033 916
	Frais d'émission des emprunts III					
Actif circulant	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		807 906	132 728	675 178	1 039 683
Renvois	(1) Dont droit au bail					
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	20 000	20 000
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	282 066	406 874
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-146 792	-124 808
	Situation nette (sous-total)	155 273	302 066
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		155 273	302 066
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques	275 632	410 027
	Provisions pour charges		
Total III		275 632	410 027
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	84 589	117 380
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	94 100	126 099
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	21 425	13 071
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	44 158	71 039
Total IV		244 273	327 590
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		675 178	1 039 683
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	20 728	16 808
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	359 542	328 268
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 122 701	1 155 625
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	25 000	
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	144 394	9 516
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits		572
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 672 367	1 510 790
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	635 911	564 786
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	66 680	60 417
	Salaires et traitements	820 750	658 003
	Charges sociales	307 809	286 593
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 003	8 587
	Dotations aux provisions		69 607
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	273	182
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 834 428	1 648 179
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	-162 061	-137 389

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	15 268	12 580
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	15 268	12 580
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		15 268	12 580
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-146 792	-124 808
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		1 687 635	1 523 371
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 834 428	1 648 179
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-146 792	-124 808
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		30 212	30 212
Bénévolat			
Total		30 212	30 212
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature		30 212	30 212
Personnel bénévole			
Total		30 212	30 212

ASS CDT VAL DE MARNE

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/12/2024



Table des matières

1	Informations générales et faits caractéristiques	3
1.1	Faits caractéristiques de l'exercice	3
1.2	Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et moyens mis en œuvre :	3
1.3	Faits postérieurs à la clôture	3
2	Principes et méthodes comptables	4
3	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	5
3.1	Actif immobilisé	5
3.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	6
3.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	7
3.2	Actif circulant	8
3.2.1	Précisions sur d'autres créances significatives	8
3.2.1.1	Charges constatées d'avance	8
3.2.1.2	Produits à recevoir	8
3.3	Fonds propres	9
3.3.1	Fonds propres (Tableau de variation)	9
3.4	Provisions	10
3.5	Produits constatés d'avance et charges à payer	10
3.5.1	Produits constatés d'avance	10
3.5.2	Charges à payer	11
3.6	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	12
4	Autres informations	13
4.1	Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits	13
4.2	Informations relatives à l'effectif	13
4.3	Engagements financiers donnés et reçus	13
4.4	Rémunération des dirigeants	13

1 Informations générales et faits caractéristiques

1.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 675 178 Euros et le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de – 146 792,98 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

Le CDT du Val de Marne a reçu de la part du département une subvention de fonctionnement à hauteur de 900K€ au titre de l'année 2024. Elle était de 1 051K€ en 2023 soit une baisse de 14%. La convention prévoit que son utilisation doit être en accord avec la convention signée entre les parties. Il n'existe pas de risque de reversement pour l'année 2024.

L'annonce début 2024 de la baisse significative de la subvention du département a conduit le CDT 94 à réfléchir à un plan de restructuration afin de tenir compte de la baisse de son budget de fonctionnement.

Ainsi l'association a initié lors de la révision du budget 2024-2025 un plan prévoyant des départs. Ces coûts avaient été provisionnés dans la provision historique pour les départs (Cf Paragraphe Provisions).

1.2 Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et moyens mis en œuvre :

Il est rappelé que le CDT 94 est créé en application de la Loi 92-1341 du 23 décembre 1992 portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme. Le CDT prépare, élabore et met en œuvre, sous la responsabilité du Conseil Départemental, la politique de développement touristique du département dans toutes ses composantes.

Il suscite, organise, coordonne et développe les actions contribuant à la promotion, l'animation et le développement du secteur du tourisme. Il anime des réseaux de professionnels du tourisme et met en relation les partenaires. Il assure, au niveau du département, le développement, la promotion et la commercialisation de produits touristiques, en collaboration avec les professionnels et les organismes concernés à l'échelon régional, départemental et local, ainsi qu'avec toute structure établie à cet effet.

Il assure le suivi et la coordination des questions de tourisme et peut contribuer à la représentation du Département auprès des organismes concernés au niveau local, départemental, régional et national.

Ses missions s'organisent autour de 3 pôles principaux :

- Développement et Ingénierie & Observatoire du tourisme
- Communication, Presse et Internet
- Pôle, Commercialisation et Promotion

Le CDT est constitué d'une équipe pluridisciplinaire et dynamique de près d'une quinzaine de personnes.

1.3 Faits postérieurs à la clôture

Néant



2 Principes et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Image fidèle
- Comparabilité et continuité de l'exploitation
- Régularité et sincérité
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour l'application de règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

3.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué par le prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement).

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue.

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagement des constructions	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages industriels	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel bureau informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans



3.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	39 185	-	-	-	39 185
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-	-
	Matériel de transport	24 640	-	14 377	-	10 263
	Mat bur., informatique, mobilier	92 264	-	6 220	-	86 044
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	116 904	-	20 597	-	96 307
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
	Total IV	-	-	-	-	-
Total général		156 089	-	20 597	-	135 492



3.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	39 185	-	-	39 185
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-
	Matériel de transport	24 640	-	14 377	10 263
	Mat bur., informatique, mobilier	86 497	3 003	6 220	83 280
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	111 137	3 003	20 597	93 543
Total général		150 322	3 003	20 597	132 728



3.2 Actif circulant

3.2.1 Précisions sur d'autres créances significatives

3.2.1.1 Charges constatées d'avance

Charges Constatées d'avance	Montant
Exploitation	15 471
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	15 471

3.2.1.2 Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	1 216
Autres créances	164 432
Disponibilités	15 268
TOTAL	180 916

3.3 Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

3.3.1 Fonds propres (Tableau de variation)

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	20 000	-	-	-	-	-	-	20 000
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserves pour projet de l'entité	196 914			-		57 814		139 100
Réserves	209 960	-	-	-		66 994		142 966
Report à nouveau	-	-	-	-				
Excédent ou déficit de l'exercice	-124 808	124 808	-	-	-	146 793	-	-146 793
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-			-		-		-
Provisions réglementées	-			-		-		-
TOTAL	302 066	124 808	-	-	-	271 601	-	155 273



3.4 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges	410 027		134 395	275 633
TOTAL	410 027		134 395	275 633

L'association comptabilise une provision pour indemnités de fin de contrat selon la volonté du Conseil d'administration.

3.5 Produits constatés d'avance et charges à payer

3.5.1 Produits constatés d'avance

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de la subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un comptes « produits constatés d'avance ».

Les produits constatés d'avance concernent :

- Un montant de 43,5K€ dans le cadre des actions qui seront rendues nécessaires par la mise en œuvre des axes de travail dans la nouvelle « stratégie départementale du tourisme 2020-2025 » qui a été votée le 10 février 2020.
- Un montant de 0,7K€ pour une prestation qui aura lieu en 2025.

Produits Constatés d'avance	Montant
Exploitation	44 158
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	44 158



3.5.2 Charges à payer

Charges à payer	Montant
Exploitation	98 897
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	98 897



3.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	32 828		
	Autres	170 622		
Charges constatées d'avance		15 471		
TOTAL		203 450		
Prêts Accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		84 590			
Dettes fiscales et sociales		94 100			
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		21 425			
Produits constatés d'avance		44 158			
TOTAL		244 273			
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture					



4 Autres informations

4.1 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	N	N-1
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	7 586	7 600
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	7 586	7 600

4.2 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	4	
Agents de maîtrise et Techniciens	9	1
Employés		
Ouvriers		
TOTAL	13	1

4.3 Engagements financiers donnés et reçus

Les contributions volontaires en nature sont comptabilisées.

Elles sont valorisées à 30 212€ TTC et correspondent au montant du loyer estimé par le département pour la mise à disposition des locaux de Champigny.

4.4 Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas communiquée car elle conduit à donner des informations personnelles